Le 17 novembre, on se mobilise !

10 bonnes raisons

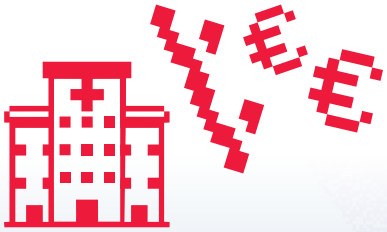
pour les ingénieur·es, cadres, technicien·nes



Diplômé·es, qualifié·es, responsables… mais de moins en moins reconnu·es !

Nos salaires décrochent, nos qualifications sont dévalorisées, nos charges de travail explosent. On nous demande toujours plus de responsabilités, mais on nous laisse toujours moins de moyens et de marges de manœuvre pour bien travailler.

Pendant ce temps, le gouvernement prépare de nouveaux budgets d'austérité pour 2027. Moins de moyens pour les services publics et la Sécurité sociale, mais toujours des milliards d'aides aux entreprises et de dividendes pour les actionnaires !



la cgt INGÉS CADRES TECHS

UGICT

La référence syndicale

t agent·es de maîtrise

Retrouvez-nous sur les réseaux sociaux :

ugictcgt.fr

VOICI AU MOINS **10 BONNES RAISONS** DE SE MOBILISER LE 5 NOVEMBRE !

1 Nos salaires ne reconnaissent plus nos qualifications !

Depuis les années 1990, les salaires des ICTAM ont quasiment stagné en euros constants : +1 %, contre +14 % pour l'ensemble des salarié·es du privé. Les grilles se tassent, les primes remplacent les augmentations générales et les diplômes sont dévalorisés.

Nous exigeons des augmentations générales, l'indexation des salaires sur les prix, la reconnaissance des diplômes et des qualifications et la revalorisation du point d'indice !

2 Nos emplois et nos savoir-faire industriels sont menacés !

La désindustrialisation frappe aussi les bureaux d'études, l'ingénierie et les fonctions techniques ! Renault prévoit jusqu'à 2 400 suppressions de postes dans son ingénierie mondiale. Stellantis a annoncé des arrêts temporaires dans quatre usines françaises et Schneider Electric programme la fermeture de quatre sites. Derrière ces restructurations, ce sont des emplois, des compétences et nos capacités à produire demain qui sont menacés.

Nous exigeons une véritable politique industrielle, le contrôle des aides publiques et des investissements dans l'emploi, la recherche et la transition écologique !

3 Nous voulons bien travailler, pas seulement produire davantage !

Objectifs irréalistes, sous-effectifs, reporting permanent, injonctions contradictoires : combien d'entre nous doivent renoncer à leurs exigences professionnelles pour satisfaire des impératifs financiers ?

Nous refusons de choisir entre notre santé, notre éthique professionnelle et les objectifs de rentabilité.

Nous exigeons des moyens pour bien travailler, une charge de travail soutenable et un véritable droit d'intervention sur l'organisation du travail !

4 L'intelligence artificielle doit servir le travail, pas le dégrader !

L'IA transforme déjà nos métiers. Mais qui décide de ses usages ? Qui contrôle les données ? Qui bénéficie des gains de productivité ?

Sans intervention des salarié·es, elle risque d'accélérer les suppressions d'emplois, la surveillance et la perte d'autonomie professionnelle.

Nous exigeons un contrôle collectif sur le déploiement de l'IA, des formations, des garanties pour l'emploi et le partage des gains de productivité !

5 Le télétravail est un droit, pas une faveur !

Alors qu'il permet souvent de mieux concilier vie professionnelle et vie personnelle, certaines directions cherchent à le restreindre. D'autres imposent le flex-office et réduisent les espaces de travail sans consulter les salarié·es.

Selon une enquête Ugict-CGT, 54 % des répondant·es envisageraient de démissionner en cas de suppression du télétravail.

Nous exigeons un télétravail choisi et encadré collectivement, le respect du droit à la déconnexion et la prise en charge des frais professionnels !

6 La jeunesse qui se mobilise aujourd'hui défend aussi notre avenir !

Les lycéen·nes et étudiant·es se mobilisent contre le manque de moyens, la dégradation des conditions d'études et la précarité. Leurs revendications rejoignent celles des salarié·es confronté·es au déclassement et à la remise en cause de leurs droits. Les jeunes diplômé·es doivent accéder à des emplois stables et qualifiés, avec des salaires à la hauteur de leurs études.

Nous exigeons des moyens pour l'éducation et la recherche, la reconnaissance des diplômes dès l'embauche et la prise en compte des années d'études pour la retraite. Soutenons les luttes de la jeunesse : nos combats sont communs !

7 Nos retraites ne doivent pas dépendre de la Bourse !

Après des années de décrochage, les pensions complémentaires Agirc-Arrco ont été gelées en 2025, alors que le régime dispose de 92 milliards d'euros de réserves.

Les actif·ves sont aussi concerné·es : la dégradation des droits d'aujourd'hui prépare la baisse des pensions de demain. Et les années d'études retardent l'acquisition des droits.

Nous exigeons des pensions revalorisées, le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat et le renforcement de notre retraite par répartition, contre la capitalisation !

8 L'égalité professionnelle ne peut plus attendre !

Inégalités salariales, carrières ralenties, discriminations, violences sexistes et sexuelles : les femmes restent confrontées à de multiples obstacles, y compris dans les métiers qualifiés et les postes à responsabilités.

La transparence salariale doit permettre de mettre fin aux inégalités, pas simplement de les constater.

Nous exigeons l'égalité réelle des salaires et des carrières, des mesures contraignantes contre les discriminations et une prévention effective des violences sexistes et sexuelles !

9 Les services publics sont indispensables à notre avenir !

Hôpital, école, université, recherche, collectivités territoriales : les politiques d'austérité fragilisent les services publics, leurs personnels et les conditions d'exercice de leurs missions. Les projets de budgets 2027 menacent encore davantage notre capacité collective à répondre aux besoins sociaux et environnementaux.

Nous exigeons des moyens pour les services publics, des créations d'emplois qualifiés et le développement de notre Sécurité sociale !

10 Notre responsabilité, c'est aussi de défendre la démocratie !

Nos qualifications et nos responsabilités doivent nous permettre d'agir dans l'intérêt général, pas de subir des décisions contraires à notre éthique professionnelle.Face à la montée de l'extrême droite, aux discriminations et aux atteintes aux libertés, nous refusons de nous taire. La jeunesse qui revendique doit être entendue, pas réprimée !

Nous exigeons des droits d'intervention sur les choix des entreprises et des administrations, le respect des libertés syndicales et démocratiques et la protection du droit de manifester !

LE 5 NOVEMBRE, FAISONS CONVERGER *nos colères et nos espoirs*

La jeunesse refuse qu'on lui vole son avenir.

Les salarié·es refusent de voir leurs salaires, leurs qualifications et leurs droits sacrifiés.

Les retraité·es refusent de perdre leur pouvoir d'achat.



Ces combats ne s'opposent pas : ils se rejoignent !

Pendant qu'on nous demande toujours plus de sacrifices, les aides publiques aux entreprises se chiffrent en centaines de milliards et les dividendes continuent de s'envoler.

De l'argent, il y en a ! La question est de savoir à qui il profite.

Face aux politiques d'austérité, nous avons une même exigence : que les richesses produites par notre travail servent à répondre aux besoins sociaux, à préparer l'avenir et à garantir les droits de toutes les générations.





Photographies ©Antoine Thibaudeau

Le 17 novembre, donnons une nouvelle force aux mobilisations en cours !

Dans les entreprises, les administrations, les bureaux d'études et les services, discutons de nos revendications, réunissons-nous et décidons collectivement de la grève.

Ingénieur·es, cadres, technicien·nes et agent·es de maîtrise : notre place est dans la mobilisation, aux côtés de la jeunesse et de l'ensemble du monde du travail !

MARDI 17 NOVEMBRE 2026 TOUTES ET TOUS EN GRÈVE ET DANS LES MANIFESTATIONS !

Se syndiquer